

ASSISTANCE JURIDIQUE RECHTSBEISTAND ASSISTÊNCIA JURÍDICA



Règlement intérieur
valable à partir du 1^{er} juillet 2017

Geschäftsordnung
gültig ab dem 1. Juli 2017

Regulamento interno
válido a partir de 1 de Julho de 2017

Règlement intérieur par rapport à l'assistance juridique fournie par le LCGB à ses membres et à la défense des intérêts des membres du LCGB en cas de litige

conformément à l'article 7.4 (1) des statuts du LCGB

Article 1 : Généralités

1. Les dispositions suivantes règlent le cadre dans lequel le LCGB apporte à ses membres un soutien juridique et en fixent les limites.

2. Le soutien juridique fourni par le LCGB peut prendre selon les besoins du membre la forme de :

- Renseignement juridique
- Conseil juridique
- Assistance en cas de litige

3. Les prestations prévues au présent règlement sont des prestations syndicales purement bénévoles et gratuites du LCGB. Il n'existe aucun droit acquis aux prestations.

4. L'intervention du LCGB s'entend en un soutien apporté à ses membres pour les accompagner en cas de problèmes juridiques ou de litige rentrant dans son champ d'action. Le LCGB ne garantit cependant en aucun cas aux membres bénéficiaires l'atteinte d'un résultat déterminé et sa responsabilité ne saurait être engagée à quelque titre que ce soit de ce chef.

Article 2 : Renseignement juridique

Il faut entendre par renseignement juridique, tout renseignement par lequel un membre obtient gratuitement de la part du LCGB des conseils et des réponses à ses questions juridiques. Le renseignement juridique peut être délivré oralement ou par écrit.

Le renseignement juridique est délivré aux membres du LCGB sans égard à la nature juridique de la question posée.

Ce service est assuré en première ligne par les collaborateurs du LCGB. Selon le degré de complexité juridique de la question posée et/ou de sa spécificité, le LCGB renverra le cas échéant le membre vers d'autres services spécialisés.

Le renseignement juridique est un service gratuit pour tous les membres du LCGB et n'est soumis à aucune condition de stage. Il peut néanmoins être refusé, notamment s'il doit répondre à une question qui dépasse de par son degré de complexité juridique le cadre d'une simple demande de renseignement. Le refus ne doit pas être justifié.

Chaque renseignement juridique constitue un simple avis juridique donné en bonne âme et conscience et n'entraîne aucune obligation à charge de son auteur ou du LCGB.

Article 3 : Conseil juridique

Le conseil juridique désigne l'aide juridique que le LCGB apporte à chacun de ses membres en dehors d'un litige en justice et qui dépasse le cadre d'un simple renseignement juridique. Cette aide est fournie en matière de droit du travail et de droit social.

Le service comprend pour tout membre, dès son affiliation, notamment l'aide suivante :

- enregistrement d'une doléance avec ou sans ouverture de dossier ;
- analyse du problème et recherche de solutions possibles ;
- informations et conseils donnés au membre par rapport aux démarches à suivre pour préserver ses droits ;
- interventions auprès de l'employeur en cause en vue d'un règlement amiable du litige ;
- interventions auprès des institutions d'assurances sociales et autres organismes en cas de litige touchant le droit social ;
- aide dans l'établissement d'une déclaration de créance en cas de faillite de l'employeur ;
- aide dans l'établissement d'une déclaration d'impôts.

Cette liste n'est pas limitative et peut être complétée respectivement modifiée par le LCGB sans qu'une adaptation du présent règlement ne soit nécessaire.

L'aide est fournie gratuitement et n'est soumise à aucune condition de stage.

Le conseil juridique peut néanmoins être refusé par le LCGB, sans que ce refus ne soit à justifier, notamment :

- en cas d'absence de collaboration de la part du membre,
- en cas d'attitude du membre telle qu'une collaboration s'avère infructueuse ou impossible,
- si le membre a d'ores et déjà confié le traitement de son dossier à un conseil personnel,
- si les valeurs syndicales que le LCGB représente sont mises en cause.

Chaque intervention du LCGB en tant que conseil juridique est faite en bonne âme et conscience de la part de ses collaborateurs et n'entraîne aucune obligation à sa charge.

Article 4 : L'assistance en cas de litige en justice

§ 1 Définition

Par le biais de l'assistance juridique, le LCGB soutient ses membres en cas de litige en justice, dans les termes et limites ci-après énoncés.

Cette assistance constitue un service syndical que le LCGB offre à ses membres pour les accouder en cas d'action en justice et ne constitue par conséquent pas une assurance en protection juridique.

§ 2 Conditions d'accès à l'assistance juridique

1. Tout membre du LCGB peut bénéficier de l'assistance juridique, sans condition de stage.

Pour chaque membre qui n'est pas encore affilié au LCGB pendant au moins 12 mois au moment de la survenance du litige, une participation financière forfaitaire aux frais de justice à hauteur de 600.-€ est exigée (payable dans un délai de 3 mois). La date de référence

est le jour de la naissance du différend et non pas le jour de la première saisine du LCGB par le membre. Le membre qui restera cependant affilié au LCGB pendant toute la durée de la procédure, ainsi que durant les 24 mois qui suivent la clôture du dossier, se verra rembourser la participation financière demandée et effectivement payée par lui.

La qualité de membre se détermine par le paiement :

- régulier ;
- intégral et
- à sa juste hauteur compte tenu de la situation personnelle effective du membre de toutes les cotisations syndicales.

2. Le recours préalable au conseil juridique tel que défini à l'article 3 du présent règlement est une condition d'ouverture au droit à l'assistance juridique. Celle-ci n'est accordée que si toutes les possibilités susceptibles de conduire à une résolution amiable du litige ont été épuisées ou si un recours en justice paraît inévitable.

3. Par exception, l'assistance juridique peut être fournie sur décision du comité exécutif du LCGB, même si le membre ne remplit pas les conditions d'accès à celle-ci dans tous les cas où le litige renferme un intérêt syndical particulier majeur pour le LCGB. Le LCGB apprécie discrétionnairement l'intérêt syndical en cause.

§ 3 Modalités d'octroi de l'assistance juridique

1. Toutes les demandes d'octroi d'assistance juridique doivent être adressées par le membre demandeur au bureau du « INFO-CENTER » de Luxembourg, Esch/Alzette, Ettelbrück, Thionville, Merzig ou Trèves.

De même, toutes les réclamations, qui sont traitées par des collaborateurs bénévoles, doivent préalablement à toute action en justice être envoyées au bureau compétent du service « INFO-CENTER » de Luxembourg, d'Esch-Alzette, d'Ettelbrück, de Thionville, de Merzig ou de Trèves pour prise en charge.

2. L'assistance juridique doit être sollicitée par écrit par le demandeur moyennant signature d'un contrat d'assistance juridique.

3. Si une procédure en justice paraît indiquée après analyse du dossier, le responsable de l'INFO-CENTER accorde au membre qui le demande le bénéfice de l'assistance juridique.

4. Si le responsable de l'INFO-CENTER du LCGB prévoit cependant une issue défavorable à la procédure ou si l'action en justice projetée est manifestement abusive, aucune assistance juridique ne sera accordée.

Dans le cas où l'assistance juridique est refusée pour pronostic défavorable et si nonobstant le refus de prise en charge du membre au niveau de l'assistance juridique, ce dernier tente l'action en justice envisagée et obtient néanmoins gain de cause, il pourra se faire rembourser les frais engagés par lui dans les limites des §§ 4.3a du présent règlement. Pour ce faire, il devra produire le jugement final ayant tranché définitivement le litige en sa faveur ainsi que la preuve du paiement des frais engagés.

5. Lorsque l'existence d'un litige à portée générale, dépassant le cadre d'une action en justice individuelle, entraîne à charge du LCGB un coût financier dépassant ses prévisions budgétaires, il pourra limiter discrétionnairement son assistance à une ou plusieurs affaires de principe.

6. Aucune assistance juridique ne sera octroyée :

- a) si l'affiliation n'est pas prouvée ;
- b) si la cotisation appropriée n'est pas payée ;
- c) si aucun contrat d'assistance juridique n'a été signé ;
- d) aux membres de la famille qui ne sont pas membres du LCGB ;
- e) dans les affaires pénales ;
- f) si le coût de la procédure est disproportionné par rapport à l'enjeu du litige et donc par rapport au bénéfice que le membre peut en tirer.

7. La décision d'octroi de l'assistance juridique sera finalisée par la signature d'un contrat d'assistance juridique entre le membre bénéficiaire et le LCGB. Le contrat d'assistance juridique est signé pour le compte du LCGB par le consultant INFO-CENTER compétent. Le contrat d'assistance juridique portera sur l'étendue de l'assistance juridique accordée, sur sa mise en œuvre ainsi que sur les conditions de son retrait. Il déterminera individuellement les droits et obligations du membre bénéficiaire dans le cadre de l'assistance qui lui est fournie par le LCGB.

§ 4 Étendue de l'assistance juridique

1. Litiges couverts

Le LCGB apporte son assistance juridique à ses membres pour tout litige introduit devant les Tribunaux luxembourgeois en matière de droit du travail, de droit social et sous certaines conditions de bail à loyer et de règlements collectifs des dettes.

Toutes les autres procédures en justice sont exclues.

S'il existe toutefois un lien de connexité suffisant entre une procédure en justice pour laquelle aucune assistance n'est fournie et un litige pendant en matière de droit du travail, le LCGB peut décider unilatéralement et à titre exceptionnel d'intervenir dans les frais liés à cette procédure connexe dans les limites déterminées par lui.

De même, dans les affaires de droit pénal ou de droit civil liées au contrat de travail ou aux activités syndicales, le LCGB peut décider à titre exceptionnel une prise en charge dans les limites fixées par lui.

La décision est prise discrétionnairement par le comité exécutif du LCGB.

2. Instances couvertes

L'assistance juridique peut être donnée pour toute affaire en première instance et en instance d'appel.

Les procédures devant la Cour de Cassation ne peuvent faire l'objet d'une assistance de la part du LCGB que pour autant que ce dernier soit d'avis que le recours renferme un intérêt syndical particulier majeur. Le LCGB apprécie discrétionnairement l'intérêt syndical en cause.

L'assistance juridique couvre exclusivement l'instance pour laquelle elle a été accordée. Un nouveau contrat d'assistance juridique est nécessaire pour chaque nouvelle instance. Aucune prise en charge ne sera accordée a posteriori.

Si une procédure judiciaire est entamée sans qu'un contrat d'assistance juridique n'ait été signé ou si la procédure est poursuivie au-delà de l'instance autorisée, les frais inhérents à la ou les instances non-autorisées par le LCGB restent à la charge exclusive du membre.

Le LCGB accorde l'assistance juridique pour 3 litiges par an.

3. Frais couverts

a) Honoraires d'avocat

1. Le LCGB n'agit pas dans le cadre d'un contrat d'assurance en protection juridique mais dans le cadre d'un simple service syndical d'assistance. La collaboration avec l'avocat désigné par le LCGB, aux compétences professionnelles confirmées en la matière, est de ce fait obligatoire. L'intégralité des honoraires d'avocat est prise en charge par le LCGB à la condition qu'une prise en charge ait été accordée au préalable dans les termes du § 3. 7.

2. Si en accord avec le service INFO-CENTER compétent, le membre décide de poursuivre son affaire avec un avocat autre que celui proposé par le LCGB et dans les limites des instances autorisées, le membre pourra se faire rembourser un montant forfaitaire de 768,75 €, indice 794,54. Ce montant pourra cependant être doublé sans excéder le montant réel de la note de frais et honoraires si le membre remet au service INFO-CENTER compétent, le jugement, copie de la note de frais et honoraires ainsi que la preuve d'acquiescement de cette dernière. Les modalités de cette prise en charge devront être arrêtées individuellement aux termes du contrat d'assistance juridique à signer.

b) Frais de justice

i. Significations

Le LCGB prend en charge les frais de signification d'actes de justice en relation avec le litige engagé et qui ne peuvent pas être récupérés auprès de la partie adverse.

ii. Traductions

Si des documents rédigés en langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction officielle, les frais de traduction restent à la charge du membre.

iii. Les taxes à témoin non récupérables auprès de la partie adverse, sont pris en charge par le LCGB.

La participation du LCGB au titre des frais de justice est limitée à 600,00 € par contrat d'assistance juridique. Si le montant total des frais de justice exposés à quelque titre que ce soit et non récupérés auprès de la partie adverse dépasse ce plafond, l'excédent reste à charge du membre.

c) Frais d'expertise

Les dépenses liées à la réalisation d'une expertise sont en principe à la charge du membre. Dans certains cas exceptionnels, après discussion avec le responsable du service « INFO-CENTER », ces frais peuvent être avancés par le LCGB, mais uniquement contre remboursement garanti au moyen de la signature d'une reconnaissance de dette par le demandeur.

d) Indemnités de procédure

Les indemnités de procédure allouées en justice dans le cadre d'une instance en justice soutenue par le LCGB à la partie adverse restent à charge du membre. Le LCGB peut néanmoins intervenir exceptionnellement pour les prendre en charge sur décision du comité exécutif du LCGB.

Les indemnités de procédure allouées en justice au membre viendront en déduction des honoraires d'avocat.

e) Frais d'exécution d'une décision de justice

Les frais d'exécution d'un jugement qui ne peuvent être récupérés auprès de la partie adverse sont pris en charge par le LCGB pour autant que l'exécution de la décision de justice soit poursuivie sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg. Toute procédure d'exécution poursuivie à l'étranger restera à charge du membre.

L'intervention du LCGB est limitée à 500,00 € par contrat d'assistance juridique.

A la clôture de l'affaire, l'avocat transmet une copie du jugement au bureau compétent de l'INFO-CENTER du LCGB. Si le membre a obtenu gain de cause en justice, il autorise par la signature du contrat d'assistance juridique l'avocat en charge de son dossier à retenir sur les sommes lui revenant d'éventuelles cotisations syndicales impayées ainsi que les avances sur frais d'expertise éventuellement perçues et à continuer ces sommes au LCGB.

L'avocat doit également joindre immédiatement la composition de ses honoraires et le contrat d'assistance juridique relatif à l'affaire juridique concernée au bureau compétent de l'INFO-CENTER du LCGB.

§ 5 Retrait de l'assistance juridique

Le bénéfice de l'assistance juridique accordée par le LCGB à un membre est immédiatement retirée dans l'un des cas suivants :

- si le membre ne paie pas régulièrement ses cotisations, le non-paiement de 3 cotisations termes étant considéré comme une cause de résiliation de plein droit et sans mise en demeure préalable du contrat d'assistance juridique ;
- en cas de démission du bénéficiaire de l'assistance juridique en tant que membre du LCGB avant la clôture du dossier pour lequel l'assistance juridique a été accordée ;
- si collaboration avec le membre dans le cadre de l'instance en justice n'est plus possible compte tenu de son attitude vis-à-vis du LCGB ou de l'avocat proposé par ce dernier ;
- si le membre ne réserve pas de suites à son dossier ou ne participe pas à son instruction ;
- s'il s'avère que le bénéficiaire de l'assistance juridique a passé sous silence des éléments déterminants de son dossier ou a fait une fausse déclaration par rapport à ceux-ci alors que ces éléments étaient importants pour l'issue d'une procédure ou d'un procès ;
- si l'attitude du membre dans le cadre du litige est contraire aux principes syndicaux et aux valeurs que représente le LCGB.

L'intégralité des frais inhérents à la procédure en justice pour laquelle l'assistance juridique a été accordée restent à la charge exclusive du membre dans tous ces cas.

Ce règlement est publié sur le site internet du LCGB et est remis à chaque membre sur demande ou lors de la rédaction d'un contrat d'assistance juridique.

La version française fait foi.

Geschäftsordnung zum Rechtsbeistand durch den LCGB für seine Mitglieder und zur Wahrnehmung der Interessen der Mitglieder des LCGBs im Falle von Rechtsstreitigkeiten

entsprechend Artikel 7.4 (I) der Satzung des LCGBs

Artikel 1: Allgemeines

1. Die folgenden Bestimmungen legen den Rahmen fest, innerhalb dessen der LCGB seinen Mitgliedern Rechtsbeistand gewährt, und regeln seine Beschränkungen.
2. Der Rechtsbeistand durch den LCGB kann je nach Bedarf folgende Formen annehmen:
 - Rechtsauskunft
 - Rechtsberatung
 - Rechtsbeistand im Falle von Gerichtsverfahren
3. Die in der vorliegenden Regelung vorgesehenen Leistungen sind vollständig freiwillige und kostenlose gewerkschaftliche Leistungen des LCGBs. Es besteht keinerlei Rechtsanspruch auf die Leistungen.
4. Die Tätigkeit des LCGBs versteht sich als Unterstützung zu Gunsten seiner Mitglieder, um sie im Falle rechtlicher Probleme oder bei Gerichtsverfahren, die in seinem Handlungsfeld angesiedelt sind, zu begleiten. Der LCGB garantiert jedoch den begünstigten Mitgliedern keinesfalls das Erreichen eines bestimmten Ziels, und er ist in dieser Hinsicht auf keinen Fall in irgendeiner Weise haftbar zu machen.

Artikel 2: Rechtsauskunft

Unter Rechtsauskunft ist jede Auskunft zu verstehen, durch die ein Mitglied kostenlos von Seiten des LCGBs Beratungen und Antworten auf seine juristischen Fragen erhält. Die Rechtsauskunft kann mündlich oder schriftlich erteilt werden.

Die Rechtsauskunft wird den Mitgliedern des LCGBs ungeachtet der juristischen Natur der gestellten Frage gewährt.

Dieser Dienst wird in erster Linie durch die Mitarbeiter des LCGBs gesichert. Je nach dem juristischen Komplexitätsgrad der gestellten Frage und / oder ihres spezifischen Charakters leitet der LCGB das Mitglied gegebenenfalls an andere spezialisierte Einrichtungen weiter.

Die Rechtsauskunft ist ein kostenloser Service für alle Mitglieder des LCGBs und ohne Erfüllung einer Wartezeit. Sie kann gleichwohl verweigert werden, insbesondere dann, wenn auf eine Frage geantwortet werden soll, die aufgrund ihres juristischen Komplexitätsgrades den Rahmen einer einfachen Auskunftsanfrage übersteigt. Die Verweigerung braucht nicht begründet zu werden.

Jede Rechtsauskunft stellt eine einfache juristische Auskunft dar, die nach bestem Wissen und Gewissen abgegeben wird, und bringt keinerlei Verpflichtung zu Lasten ihres Urhebers oder des LCGBs mit sich.

Artikel 3: Rechtsberatung

Unter Rechtsberatung ist der rechtliche Beistand zu verstehen, den der LCGB jedem seiner Mitglieder außerhalb von Gerichtsverfahren gewährt und der den einfachen Rahmen einer Rechtsauskunft überschreitet. Diese Hilfe wird bei arbeitsrechtlichen und sozialrechtlichen Fragen gewährt.

Dieser Service umfasst für jedes Mitglied ab seinem Beitritt insbesondere folgende Fälle:

- Einreichung einer Beschwerde mit oder ohne Eröffnung eines Verfahrens;
- Analyse des Problems und Suche nach möglichen Lösungen;
- Informationen und Beratung des Mitglieds in Bezug auf zu ergreifende Maßnahmen, um seine Rechte zu wahren;
- Streithilfe gegenüber dem betreffenden Arbeitgeber zwecks einer gütlichen Beilegung des Streitfalls;
- Streithilfe gegenüber den Sozialversicherungsanstalten und anderen Institutionen in sozialrechtlichen Fällen;
- Hilfe bei der Erstellung einer Forderungsanmeldung im Falle des Konkurses des Arbeitgebers;
- Hilfe bei der Steuererklärung.

Diese Liste ist nicht abschließend und kann durch den LCGB ergänzt bzw. geändert werden, ohne dass eine Anpassung der vorliegenden Regelung notwendig wäre.

Die Hilfe wird kostenlos gewährt und ohne Erfüllung einer Wartezeit.

Die Rechtsberatung kann vom LCGB gleichwohl verweigert werden, ohne dass diese Verweigerung begründet werden muss, insbesondere:

- im Falle mangelnder Mitarbeit von Seiten des Mitglieds,
- in dem Fall, dass das Mitglied eine Haltung an den Tag legt, die die Zusammenarbeit ergebnislos oder unmöglich macht,
- wenn das Mitglied die Bearbeitung seines Falls bereits einem persönlichen Rechtsbeistand übergeben hat,
- wenn die gewerkschaftlichen Werte, für die der LCGB einsteht, in Frage gestellt werden.

Jede Tätigkeit des LCGBs als Rechtsberater geschieht nach bestem Wissen und Gewissen seitens seiner Mitarbeiter und bringt keinerlei Verpflichtungen zu seinen Lasten mit sich.

Artikel 4 : Hilfe bei Rechtsstreitigkeiten

§ 1 Definition

Durch den Rechtsbeistand unterstützt der LCGB seine Mitglieder bei Gerichtsverfahren innerhalb der Fristen und Beschränkungen, die nachfolgend erklärt werden.

Dieser Beistand stellt eine gewerkschaftliche Serviceleistung dar, die der LCGB seinen Mitgliedern gewährt, um sie bei Gerichtsklagen zu unterstützen, und stellt folglich keine Rechtsschutzversicherung dar.

§ 2 Bedingungen des Zugangs zum Rechtsbeistand

1. Jedes Mitglied des LCGBs kann Rechtsbeistand in Anspruch nehmen, ohne Erfüllung einer Wartezeit.

Für jedes Mitglied, das zum Zeitpunkt des Beginns des Rechtsstreits noch nicht mindestens 12 Monate eingetragen war, wird eine finanzielle Beteiligungspauschale an den Kosten in Höhe von 600.- € verlangt (zahlbar innerhalb einer Frist von drei Monaten). Das Bezugsdatum

ist der Tag des Entstehens des Rechtsstreits, nicht die erste Anrufung des LCGBs durch das Mitglied. Bleibt das Mitglied jedoch während der gesamten Dauer des Verfahrens sowie während 24 Monaten nach Abschluss des Verfahrens beim LCGB eingetragen, so wird die verlangte und tatsächlich gezahlte Finanzbeteiligung zurückerstattet.

Die Eigenschaft als Mitglied wird definiert durch die

- regelmäßige
- vollständige und
- in Anbetracht seiner persönlichen Situation in angemessener Höhe geleistete Zahlung sämtlicher Gewerkschaftsbeiträge.

2. Die vorherige Inanspruchnahme der Rechtsberatung entsprechend der Definition in Artikel 3 der vorliegenden Regelung ist eine Bedingung zur Berechtigung zum Rechtsbeistand. Dieser wird nur dann gewährt, wenn alle Möglichkeiten einer gütlichen Beilegung des Rechtsstreits ausgeschöpft wurden oder wenn die Anrufung der Gerichtsbarkeit unvermeidbar scheint.

3. Ausnahmsweise kann der Rechtsbeistand auf Entscheidung des Exekutivkomitees des LCGBs, obwohl das Mitglied nicht die Zugangsvoraussetzungen hierfür erfüllt, in den Fällen gewährt werden, in denen der Rechtsstreit für den LCGB von besonderem und bedeutendem gewerkschaftlichen Interesse ist. Der LCGB schätzt nach seinem Ermessen das gewerkschaftliche Interesse des Streitfalls ein.

§ 3 Modalitäten der Gewährung des Rechtsbeistands

1. Alle Anträge auf Gewährung von Rechtsbeistand müssen vom Antragsteller in einem „INFO-CENTER“-Büro in Luxemburg-Stadt, Esch/Alzette, Ettelbrück, Thionville, Merzig oder Trier eingereicht werden.

Ebenso müssen alle Reklamationen, die von ehrenamtlichen Mitarbeitern bearbeitet werden, vor allen gerichtlichen Schritten zunächst dem zuständigen „INFO-CENTER“-Büro in Luxemburg-Stadt, Esch-Alzette, Ettelbrück, Thionville, Merzig oder Trier geschickt werden, um übernommen zu werden.

2. Der Rechtsbeistand muss vom Antragsteller schriftlich durch Unterzeichnung eines Rechtsbeistandsvertrags beantragt werden.

3. Wird nach Analyse des Antrags eine Gerichtsklage erhoben, gewährt der Verantwortliche des INFO-CENTER dem Mitglied, das dies beantragt, die Leistung des Rechtsbeistands.

4. Wenn der Verantwortliche des INFO-CENTER des LCGBs jedoch keine hinreichende Aussicht auf Erfolg des Verfahrens sieht, oder wenn die geplante Klage offensichtlich missbräuchlich ist, wird kein Rechtsbeistand gewährt.

In dem Fall, dass der Rechtsbeistand aufgrund einer negativen Prognose verweigert wurde, und das Mitglied trotz der Verweigerung der Verfahrensübernahme die beabsichtigte Gerichtsklage einreicht und Recht bekommt, so kann dieser sich die durch ihn aufgewendeten Kosten innerhalb der Begrenzungen von §§ 4.3a der vorliegenden Regelung erstatten lassen. Hierzu muss er das Urteil, das den Streitfall endgültig zu seinen Gunsten entschieden hat, und den Nachweis über die angefallenen Kosten einreichen.

5. Wenn ein Rechtsstreit mit einer allgemeinen Tragweite, die den Rahmen einer individuellen Gerichtsklage überschreitet, zu Lasten des LCGBs finanzielle Kosten entstehen lässt, die seine Haushaltsvorgaben übersteigen, kann er nach seinem Ermessen seinen Beistand auf einen oder mehrere prinzipielle Fälle beschränken.

6. Kein Rechtsbeistand wird gewährt:

- a) wenn die gewerkschaftliche Mitgliedschaft nicht nachgewiesen wird;
- b) wenn die angemessenen Beiträge nicht gezahlt worden sind;
- c) wenn kein Rechtsbeistandsvertrag unterzeichnet wurde;
- d) Familienmitgliedern, die nicht Mitglied des LCGBs sind;
- e) in strafrechtlichen Fällen;
- f) wenn die Verfahrenskosten unverhältnismäßig gegenüber dem Streitwert und somit dem Nutzen, den das Mitglied daraus ziehen kann, sind.

7. Die Entscheidung auf Gewährung des Rechtsbeistands wird durch die Unterzeichnung eines Rechtsbeistandsvertrags zwischen dem begünstigten Mitglied und dem LCGB finalisiert. Der Rechtshilfevertrag wird auf Rechnung des LCGBs durch den zuständigen Berater des INFO-CENTER unterzeichnet. Der Rechtsbeistandsvertrag erstreckt sich auf den gewährten Bereich des Rechtsbeistands, auf seine Durchführung sowie auf die Bedingungen seiner Zurückziehung. Er bestimmt individuell die Rechte und Pflichten des begünstigten Mitglieds im Rahmen der Unterstützung, die ihm durch den LCGB gewährt sind.

§ 4 Geltungsbereich des Rechtsbeistands

1. Gedeckte Streitfälle

Der LCGB erbringt zu Gunsten seiner Mitglieder Rechtsbeistand vor allen luxemburgischen Gerichten in den Bereichen Arbeitsrecht, Sozialrecht und unter bestimmten Bedingungen Mietrecht und in Überschuldungsverfahren.

Alle weiteren Gerichtsverfahren sind ausgeschlossen.

Liegt jedoch eine hinreichend starke Verbindung zwischen einem Gerichtsverfahren, für das kein Rechtsbeistand gewährt wird, und einem schwebenden arbeitsrechtlichen Verfahren vor, so kann der LCGB einseitig und ausnahmsweise beschließen, die Kosten für dieses verbundene Verfahren innerhalb der von ihm bestimmten Beschränkungen zu übernehmen.

Ebenso kann der LCGB für straf- oder zivilrechtliche Angelegenheiten, die mit dem Arbeitsrecht oder gewerkschaftlicher Betätigung im Zusammenhang stehen, ausnahmsweise die Übernahme der Kosten innerhalb der von ihm festgelegten Beschränkungen beschließen.

Die Entscheidung wird nach dem Ermessen des Exekutivkomitees des LCGBs getroffen.

2. Gedeckte Instanzen

Der Rechtsbeistand kann für alle Verfahren in erster Instanz und in Berufungsverfahren gewährt werden.

Für Verfahren vor dem Kassationshof kann nur dann Rechtsbeistand durch den LCGB gewährt werden, wenn dieser der Auffassung ist, dass die Beschwerde von bedeutendem gewerkschaftlichem Interesse ist. Der LCGB schätzt nach seinem Ermessen das gewerkschaftliche Interesse des Streitfalls ein.

Der Rechtsbeistand deckt nur die Instanz ab, für die er gewährt wurde. Für jede neue Instanz ist ein neuer Rechtsbeistandsvertrag notwendig. Kostenübernahmen im Nachhinein werden nicht gewährt.

Wenn ein Gerichtsverfahren eröffnet wird, ohne dass ein Rechtsbeistandsvertrag unterzeichnet wurde, oder wenn das Verfahren über die genehmigte Instanz hinaus fortgesetzt wird, so gehen die Kosten für das oder die Verfahren, die vom LCGB nicht genehmigt worden waren, ausschließlich zu Lasten des Mitglieds.

Der LCGB gewährt Rechtsbeistand für 3 Rechtsstreite pro Jahr.

3. Gedeckte Kosten

a) Anwaltshonorare

1. Der LCGB handelt nicht im Rahmen eines Rechtsschutzversicherungsvertrags, sondern im Rahmen einer einfachen gewerkschaftlichen Serviceleistung. Die Zusammenarbeit mit dem durch den LCGB benannten Anwalt mit nachweislichen beruflichen Kompetenzen in dem betreffenden Gebiet ist daher zwingend erforderlich. Sämtliche Anwaltshonorare werden vom LCGB übernommen, vorausgesetzt dass zuvor die Übernahme im Sinne von § 3. 7 gewährt wurde.

2. Wenn das Mitglied einvernehmlich mit dem zuständigen INFO-CENTER beschließt, die Angelegenheit mit einem anderen Anwalt als dem durch den LCGB Zugewiesenen innerhalb der Beschränkung der genehmigten Instanzen fortzusetzen, kann sich das Mitglied eine Pauschale in Höhe von 768,75 €, Index 794,54, erstatten lassen. Dieser Betrag kann jedoch verdoppelt werden, ohne dass er den realen Betrag der Kosten- und Honorarrechnung des Anwalts überschreitet, wenn das Mitglied dem zuständigen INFO-CENTER-Büro das Urteil, die Kopie der Kosten- und Honorarrechnung sowie den Beleg über deren Begleichung vorlegt. Die Modalitäten der Übernahme sind individuell im Sinne des zu unterzeichnenden Rechtsbeistandsvertrags festzulegen.

b) Gerichtskosten

i. Zustellung

Der LCGB übernimmt die Zustellungskosten von Gerichtsakten im Zusammenhang mit dem eröffneten Verfahren, die nicht von der Gegenseite einzubringen sind.

ii. Übersetzungen

Wenn fremdsprachlich verfasste Unterlagen einer offiziellen Übersetzung bedürfen, sind die Übersetzungskosten von dem Mitglied zu tragen.

iii. Zeugengelder, die nicht bei der Gegenseite eingebracht werden können, werden vom LCGB übernommen.

Die Beteiligung des LCGB an Gerichtskosten ist auf 600,00 € pro Rechtsbeistandsvertrag begrenzt. Wenn der Gesamtbetrag jeglicher aufgewendeter Gerichtskosten, die nicht bei der Gegenseite eingebracht werden können, diese Schwelle übersteigt, so ist der überschüssige Betrag durch das Mitglied zu zahlen.

c) Gutachtenkosten

Kosten zur Erstellung eines Gutachtens sind prinzipiell vom Mitglied zu tragen. In bestimmten Ausnahmefällen können nach Absprache mit dem Verantwortlichen des „INFO-CENTER“-Büros die Kosten durch den LCGB vorgestreckt werden, aber nur gegen eine Rückzahlungsgarantie mittels der Unterzeichnung einer Schuldanererkennung durch den Antragsteller.

d) Prozessentschädigungen

Prozessentschädigungen, die gerichtlich im Rahmen eines durch den LCGB unterstützten Verfahrens an die Gegenpartei gewährt wurden, sind vom Mitglied zu tragen. Der LCGB kann jedoch auf Entscheidung seines Exekutivkomitees ausnahmsweise beschließen, diese zu übernehmen.

Prozessentschädigungen, die gerichtlich dem Mitglied gewährt werden, werden von den Anwaltshonoraren abgezogen.

e) Vollstreckungskosten von gerichtlichen Entscheidungen

Vollstreckungskosten eines Urteils, die bei der Gegenseite nicht eingebracht werden können, werden vom LCGB übernommen, vorausgesetzt die Vollstreckung der gerichtlichen Entscheidung erfolgt auf dem Gebiet des Großherzogtums Luxemburg. Vollstreckungsverfahren, die im Ausland erfolgen, bleiben vom Mitglied zu zahlen.

Die Übernahme durch den LCGB ist auf 500,00 € je Rechtsbeistandsvertrag begrenzt.

Bei Abschluss des Verfahrens übersendet der Anwalt dem zuständigen Büro des INFO-CENTER des LCGBs eine Kopie des Urteils. Ist das Verfahren für das Mitglied erfolgreich ausgegangen, autorisiert er durch seine Unterzeichnung des Rechtsbeistandsvertrags den beauftragten Anwalt, von den ihm zukommenden Beträgen etwaige unbezahlte Gewerkschaftsbeiträge sowie möglicherweise vorgestreckte Beträge für Gutachten einzubehalten und diese Beträge an den LCGB weiterzuleiten.

Der Anwalt muss ebenfalls unverzüglich dem zuständigen Büro des INFO-CENTER des LCGBs die Zusammensetzung seiner Honorare und den Rechtsbeistandsvertrag für das betreffende Gerichtsverfahren übermitteln.

§ 5 Entzug des Rechtsbeistands

Der durch den LCGB einem Mitglied gewährte Rechtsbeistand wird in folgenden Fällen unverzüglich entzogen:

- wenn ein Mitglied nicht regelmäßig seine Beiträge zahlt, wobei die ausgebliebene Zahlung von 3 fälligen Beiträgen als ein voll rechtsgültiger Kündigungsgrund des Rechtsbeistandsvertrags ohne vorherige Mahnung gilt;
- im Fall des Austritts des vom Rechtsbeistand begünstigten Mitglieds aus dem LCGB vor Abschluss des Verfahrens, für das Rechtsbeistand gewährt worden war;
- wenn die Zusammenarbeit mit dem Mitglied im Rahmen des Gerichtsverfahrens auf Grund dessen Verhalten gegenüber dem LCGB oder dem durch diesen benannten Anwalt nicht mehr möglich ist;
- wenn das Mitglied von seiner Seite nicht der weiteren Bearbeitung der Angelegenheit nachgeht oder sich nicht an der Ermittlung beteiligt;
- wenn sich herausstellt, dass der Begünstigte des Rechtsbeistands entscheidende Elemente seiner Angelegenheit verschwiegen hat oder diesbezüglich falsche Angaben gemacht hat, obwohl diese Elemente für den Ausgang des Verfahrens oder des Prozesses wichtig waren;
- wenn die Haltung des Mitglieds im Rahmen des Rechtsstreits den gewerkschaftlichen Prinzipien und den Werten, die der LCGB vertritt, zuwiderläuft.

Sämtliche Kosten des Gerichtsverfahrens, für das Rechtsbeistand gewährt worden ist, gehen ausschließlich und in jedem Fall zu Lasten des Mitglieds.

Diese Regelung wird auf der Internet-Seite des LCGB veröffentlicht und jedem Mitglied auf Anfrage oder bei der Erstellung eines Rechtsbeistandsvertrags ausgehändigt.

Die französische Version ist maßgebend.

Regulamento interno relativo à assistência jurídica prestada pelo LCGB aos seus sócios e à defesa dos interesses dos sócios do LCGB em caso de litígio

nos termos do disposto no artigo 7.4 (1) dos estatutos do LCGB

Artigo 1.º: Generalidades

1. As disposições seguintes regulamentam o enquadramento ao abrigo do qual o LCGB presta aos seus sócios apoio jurídico com a fixação de limites.

2. De acordo com as necessidades do sócio, o apoio jurídico prestado pelo LCGB pode assumir a forma de:

- Informações jurídicas
- Assessoria jurídica
- Assistência em caso de litígio

3. As prestações previstas no presente regulamento constituem prestações de âmbito sindical exclusivamente voluntárias e gratuitas do LCGB. Não existe nenhum direito adquirido relativamente às prestações.

4. Entende-se que a intervenção do LCGB se enquadra num apoio prestado aos seus sócios com vista a realizar o seu acompanhamento no caso de problemas jurídicos ou de litígio que se enquadrem no seu campo de ação. Todavia, o LCGB nunca garante aos sócios beneficiários a obtenção de um resultado determinado, pelo que não poderá ser responsabilizada a que título for a este respeito.

Artigo 2.º: Informações jurídicas

Por informações jurídicas entende-se quaisquer informações pelas quais um sócio obtém gratuitamente do LCGB conselhos e respostas a questões jurídicas. As informações jurídicas podem ser apresentadas verbalmente ou por escrito.

As informações jurídicas são prestadas aos sócios do LCGB independentemente da natureza jurídica da questão colocada.

Este serviço é garantido, em primeira linha, pelos colaboradores do LCGB. De acordo com o grau de complexidade jurídica da questão colocada e/ou da sua especificidade, o LCGB remeterá, se for o caso, o sócio para outros serviços especializados.

As informações jurídicas são um serviço gratuito prestado a todos os sócios do LCGB e não estão sujeitas a nenhuma condição de qualificação. No entanto, podem ser recusadas, designadamente, se tiver de responder a uma questão que, devido à sua complexidade jurídica, ultrapassa o âmbito de um simples pedido de informação. A recusa não deve ser objeto de justificação.

Cada informação jurídica é um simples parecer jurídico apresentado de boa-fé e consciência, não envolvendo nenhuma obrigação relativamente ao seu autor ou ao LCGB.

Artigo 3.º: Assessoria jurídica

A assessoria jurídica é o apoio jurídico que o LCGB presta a cada um dos seus sócios para além de um litígio judicial e que ultrapassa o âmbito de uma simples informação jurídica. Este apoio é prestado no âmbito do direito do trabalho e do direito social.

Desde a sua filiação, o serviço abrange para qualquer sócio o seguinte apoio:

- apresentação de uma queixa com ou sem abertura de processo;
- análise do problema e procura de soluções possíveis;
- informações e conselhos prestados ao sócio relativamente às diligências a empreender para preservar os seus direitos;
- intervenções junto do empregador em questão com vista a uma resolução amigável do litígio;
- intervenções junto das instituições de segurança social e outros organismos no caso de um litígio relacionado com o direito social;
- apoio na elaboração de uma declaração de crédito no caso de falência do empregador;
- apoio na elaboração de uma declaração de imposto.

Esta lista não é limitativa e pode ser completada ou alterada pelo LCGB sem necessidade de se proceder à adaptação do presente regulamento.

O apoio é prestado gratuitamente e não está sujeito a nenhuma condição de qualificação.

No entanto, o LCGB pode recusar a assessoria jurídica sem que a referida recusa tenha de ser justificada, designadamente:

- no caso de não colaboração por parte do sócio;
- no caso de o sócio ter uma colaboração que se revela infrutífera ou impossível;
- se o sócio já tiver confiado o tratamento do processo a um advogado pessoal;
- se os valores sindicais representados pelo LCGB forem postos em causa.

Todas as intervenções do LCGB no âmbito de assessoria jurídica são feitas de boa-fé e consciência da parte dos seus colaboradores, não envolvendo nenhuma obrigação para os mesmos.

Artigo 4.º: A assistência jurídica

§ 1 Definição

Por intermédio da assistência jurídica, o LCGB apoia os seus sócios no caso de litígio judicial, nos termos e limites expostos a seguir.

Esta assistência é um serviço sindical que o LCGB disponibiliza aos seus sócios para apoiá-los no caso de ação judicial e, por conseguinte, não é uma garantia de proteção jurídica.

§ 2 Condições de acesso à assistência jurídica

1. Qualquer sócio do LCGB pode beneficiar da assistência jurídica, sem condição de qualificação.

Relativamente aos sócios cuja filiação no LCGB tenha ocorrido há menos de 12 meses à data da ocorrência do litígio é exigida uma participação financeira fixa para as custas judiciais no montante de 600,00 euros (a pagar no prazo de 3 meses). A data de referência é o dia da ocorrência do litígio e não o dia em que o sócio recorre inicialmente

ao LCGB. Aos sócios que, no entanto, continuarem filiados no LCGB durante toda a tramitação processual, assim como durante o período de 24 meses a seguir à conclusão do processo, será reembolsada a participação financeira exigida e efetivamente por eles paga.

A qualidade de sócio determina-se pelo pagamento:

- regular;
- integrale
- no seu justo valor, tendo em conta a situação pessoal efetiva do sócio, de todas as quotas sindicais.

2. Do recurso prévio à assessoria jurídica, nos termos definidos no artigo 3.º do presente regulamento, depende a abertura do direito à assistência jurídica. Este só é atribuído depois de esgotadas todas as possibilidades que possam levar a uma resolução amigável do litígio e no caso de parecer inevitável o recurso à justiça.

3. Excepcionalmente, a assistência jurídica pode ser prestada por decisão da comissão executiva do LCGB, mesmo que o sócio não cumpra as condições de acesso à mesma nos casos em que o litígio inclui um interesse sindical específico importante para o LCGB. Ao seu critério exclusivo, o LCGB avalia o interesse sindical em questão.

§ 3 Modalidades de concessão de assistência jurídica

1. Todos os requerimentos de concessão de assistência jurídica devem ser enviados pelo sócio requerente para as instalações do «INFO-CENTER» do Luxemburgo, Esch/Alzette, Ettelbrück, Thionville, Merzig ou Trèves.

Além disso, todas as reclamações, tratadas por colaboradores voluntários, devem, antes de qualquer ação judicial, ser enviadas para as instalações competentes do serviço «INFO-CENTER» do Luxemburgo, de Esch-Alzette, de Ettelbrück, de Thionville, de Merzig ou de Trèves, para o respetivo tratamento.

2. A assistência jurídica deve ser requerida por escrito pelo requerente mediante a celebração de um contrato de assistência jurídica.

3. Se, após análise do processo, a instauração de uma ação judicial parecer indicada, o responsável pelo INFO-CENTER concede ao sócio que a requer o benefício da assistência jurídica.

4. No entanto, se o responsável pelo INFO-CENTER do LCGB prever um resultado negativo do processo ou se a ação judicial pretendida for claramente abusiva, não será concedida nenhuma assistência jurídica.

No caso em que a assistência jurídica é recusada devido a um prognóstico desfavorável e se, apesar da recusa do tratamento ao sócio ao nível da assistência jurídica, este intentar a ação judicial projetada e, mesmo assim, as suas pretensões forem confirmadas, poderá obter o reembolso das despesas que pagou nos limites dos §§ 4.3a do presente regulamento. Para o efeito, deverá apresentar a decisão final que resolveu definitivamente o litígio a seu favor, assim como a prova de pagamento das respetivas despesas.

5. No caso da existência de um litígio de âmbito geral, que ultrapasse o enquadramento de uma ação judicial individual, que envolva para o LCGB um custo financeiro que ultrapassa as previsões orçamentais, ao seu critério exclusivo, o sindicato poderá limitar a sua assistência a um ou vários processos de princípio.

6. Não será prestada nenhuma assistência jurídica:

- a) se a filiação não for provada;
- b) se as quotas respetivas não forem pagas;
- c) se não tiver sido celebrado nenhum contrato de assistência jurídica;
- d) aos familiares que não são sócios do LCGB;
- e) nos processos penais;
- f) se o custo do processo for desproporcional face à importância do litígio e, por isso, face ao benefício que o sócio pode retirar do mesmo.

7. A decisão de concessão da assistência jurídica será finalizada pela celebração de um contrato de assistência jurídica entre o sócio beneficiário e o LCGB. O contrato de assistência jurídica é celebrado, em nome do LCGB, pelo consultor do INFO-CENTER competente. O contrato de assistência jurídica abrangerá a duração da assistência jurídica concedida, a sua aplicação, assim como as condições da sua cessação. Especificará de forma individual os direitos e obrigações do sócio beneficiário no âmbito da assistência que o LCGB lhe presta.

§ 4 Amplitude da assistência jurídica

1. Litígios abrangidos

O LCGB presta a sua assistência jurídica aos sócios relativamente a qualquer litígio a dirimir nos tribunais luxemburgueses no campo do direito do trabalho, direito social e sob algumas condições de contrato de arrendamento e regularizações coletivas de dívidas.

Excluem-se todos os outros processos judiciais.

No entanto, se existir um nexo de ligação suficiente entre um processo judicial, relativamente ao qual não é prestada nenhuma assistência, e um litígio pendente em matéria do direito do trabalho, o LCGB pode decidir unilateral e excepcionalmente intervir nas despesas relacionadas com este processo ligado nos limites que vier a determinar.

Além disso, nas ações de direito penal ou civil relacionadas com o contrato de trabalho ou as atividades sindicais, o LCGB pode decidir excepcionalmente patrocinar os referidos processos nos limites por ele fixados.

A comissão executiva do LCGB toma a decisão de forma discricionária.

2. Instâncias abrangidas

A assistência jurídica pode ser prestada no âmbito de qualquer processo em sede de primeira instância e instâncias superiores.

Os processos intentados no Supremo Tribunal de Justiça («Cour de Cassation») só podem ser abrangidos por uma assistência da parte do LCGB desde que este considere que o recurso abrange um interesse sindical específico importante. Ao seu critério exclusivo, o LCGB avalia o interesse sindical em questão.

A assistência jurídica cobre exclusivamente a instância para que foi concedida. Para cada nova instância, é necessário celebrar um novo contrato de assistência jurídica. A aceitação de patrocinar o processo nunca ocorrerá a posteriori.

Se um processo judicial for instaurado sem a celebração de um contrato de assistência jurídica ou se o processo seguir para uma instância

superior à autorizada, as despesas decorrentes da(s) instância(s) não autorizada(s) pelo LCGB correm por conta exclusiva do sócio.

O LCGB concede a assistência jurídica relativamente a 3 litígios por ano.

3. Despesas abrangidas

a) Honorários de advogado

1. O LCGB não intervém no âmbito de um contrato de seguro de proteção jurídica, mas sim no âmbito de um simples serviço sindical de assistência. A colaboração com o advogado nomeado pelo LCGB, com competências profissionais confirmadas na matéria, é, neste contexto, obrigatória. A totalidade dos honorários de advogado é assumida pelo LCGB na condição da concessão prévia do patrocínio da causa, nos termos do § 3. 7.

2. Se, com o acordo com serviço do INFO-CENTER competente, o sócio decidir continuar o seu processo com um advogado diferente do proposto pelo LCGB, e nos limites das instâncias autorizadas, o sócio poderá requerer o reembolso no montante de 768,75 euros, índice 794,54. No entanto, este valor poderá ser duplicado, sem ultrapassar o montante real da nota de despesas e honorários, se o sócio enviar ao serviço do INFO-CENTER competente, a decisão, cópia da nota de despesas e honorários, assim como a prova do pagamento da última. As modalidades de patrocínio deverão ser decididas individualmente nos termos do contrato de assistência jurídica a celebrar.

b) Custas judiciais

i. Notificações

O LCGB assume as despesas de notificação de atos judiciais relacionados com o ação intentada e que não podem ser recuperadas junto da parte contrária.

ii. Traduções

Se os documentos redigidos numa língua estrangeira tiverem de ser traduzidos oficialmente, as despesas de tradução estão a cargo do sócio.

iii. As taxas de testemunha não recuperáveis junto da parte contrária são assumidas pelo LCGB.

A participação do LCGB no contexto das custas judiciais limita-se a 600,00 euros por contrato de assistência jurídica. Se o montante total das custas judiciais cobradas a que título for e não recuperáveis junto da parte contrária ultrapassar o referido limite, o excedente corre por conta do sócio.

c) Despesas de peritagem

As despesas relacionadas com a realização de uma peritagem correm, em princípio, por conta do sócio. Em certos casos excecionais, após conversa com o responsável pelo serviço do «INFO-CENTER», estas despesas podem ser adiantadas pelo LCGB, mas apenas contra reembolso garantido por via da assinatura de um reconhecimento de dívida pelo requerente.

d) Indemnizações do processo

As indemnizações do processo atribuídas judicialmente no âmbito de uma ação judicial apoiada pelo LCGB a pagar à parte contrária são da responsabilidade do sócio. No entanto, o LCGB pode intervir excepcionalmente para assumi-las mediante decisão da comissão executiva do LCGB.

As indemnizações do processo atribuídas em justiça ao sócio serão liquidadas com dedução dos honorários de advogados.

e) Despesas de execução de uma decisão judicial

As despesas de execução de uma decisão, que não podem ser recuperadas junto da parte contrária, são assumidas pelo LCGB na medida em que a execução da decisão judicial decorra no território do Grão-Ducado do Luxemburgo. Qualquer processo de execução no estrangeiro ficará a cargo do sócio.

A participação do LCGB limita-se a 500,00 euros por contrato de assistência jurídica.

No encerramento do processo, o advogado entrega uma cópia da decisão nas instalações competentes do INFO-CENTER do LCGB. Se as pretensões do sócio forem satisfeitas judicialmente, aquele autoriza, mediante a celebração do contrato de assistência jurídica, o advogado responsável pelo seu processo a reter os valores que lhe competem decorrentes de eventuais quotas sindicais não liquidadas, assim como os adiantamentos sobre despesas de peritagem eventualmente recebidas e a transmitir os referidos valores ao LCGB.

O advogado deve igualmente enviar de imediato a descrição dos seus honorários, assim como o contrato de assistência jurídica relativo à ação judicial em questão para as instalações competentes do INFO-CENTER do LCGB.

§ 5 Cessação da assistência jurídica

O benefício da assistência jurídica concedido pelo LCGB a um sócio cessa imediatamente nos seguintes casos:

- se o sócio não pagar regularmente as suas quotas, o não pagamento de 3 quotas, termos que são considerados causa de resolução com justa causa e sem necessidade de denúncia prévia do contrato de assistência jurídica;
- no caso de demissão do beneficiário da assistência jurídica da qualidade de sócio do LCGB antes da conclusão do processo para o qual foi concedida a assistência jurídica;
- se a colaboração com o sócio no âmbito da instância judicial deixar de ser possível devido à sua atitude face ao LCGB ou do advogado proposto pelo último;
- se o sócio não reservar consequências ao seu processo ou não participar na sua instrução;
- no caso de se considerar que o beneficiário da assistência jurídica ignorou elementos determinantes no seu processo ou prestou uma falsa declaração relativamente aos mesmos, sendo os referidos elementos importantes para o resultado de um processo ou ação;
- se a atitude do sócio no âmbito do litígio contrariar os princípios sindicais e os valores que o LCGB representa.

Em todos estes casos, o sócio é responsável por todas as despesas associadas ao processo judicial relativamente ao qual a assistência judicial foi concedida.

O presente regulamento é publicado no Web site do LCGB e enviado a cada sócio mediante pedido ou durante a elaboração de um contrato de assistência jurídica.

A versão francesa faz fé.

LCGB INFO-CENTER
11, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg

Maria MENDES
☎ +352 49 94 24-322
✉ mmendes@lcgb.lu

Marcia BARREIRA
☎ +352 49 94 24-311
✉ mbarreira@lcgb.lu

Stefanie BESSA
☎ +352 81 90 38 22
✉ sbessa@lcgb.lu

LCGB INFO-CENTER
47, avenue J.F. Kennedy
L-9053 Ettelbruck

Sonia DA SILVA
☎ +352 81 90 38 21
✉ sdasilva@lcgb.lu

Vitor DE JESUS
☎ +352 49 94 24-324
✉ vdejesus@lcgb.lu

Caroline FISCHER
☎ +352 49 94 24-309
✉ cfischer@lcgb.lu

Aloyse KAPWEILER
☎ +352 49 94 24-325
✉ akapweiler@lcgb.lu

Shirley HAUSCHILD
☎ +352 49 94 24-326
✉ shauschild@lcgb.lu

LCGB

Rafael RODRIGUES
☎ +352 49 94 24-302
✉ rrodrigues@lcgb.lu

Astrid ROLZ
☎ +352 49 94 24-309
✉ arolz@lcgb.lu

LCGB INFO-CENTER
I, Grand-rue
L-4132 Esch/Alzette

Paola VILASI
☎ +352 49 94 24-303
✉ mpvilasi@lcgb.lu

Stéphanie WAGNER
☎ +352 81 90 38 20
✉ swagner@lcgb.lu

Anouk WILTGEN
☎ +352 49 94 24-333
✉ awiltgen@lcgb.lu



LCGB

11, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg

LCGB INFO-CENTER

☎ 49 94 24 222

✉ infocenter@lcgb.lu

www.lcgb.lu